



Lettre n°89 du 28 avril 2019

Macron, imposture et enfumage, Contre le pouvoir des riches, construire la suite du mouvement

Quel mépris et quelle arrogance ! Après avoir voulu faire croire qu'il avait écouté et compris la révolte des gilets jaunes comme le mécontentement qui sourd de partout, battu sa coulpe en bon jésuite et parlé de lui, Macron a, sans surprise, ignoré lors de son discours-conférence de presse les exigences portées par les gilets jaunes et le monde du travail. Se mettant lui-même en scène, il a joué un nouvel épisode, en direct, de la grande mascarade.

Ecran de fumée

On pouvait croire qu'il essaierait de reprendre la main en annonçant des mesures capables sinon de convaincre du moins pouvant passer pour un geste de compréhension ou qu'il prendrait le risque d'affronter un référendum, de tenter de se faire plébisciter alors que les élections européennes s'annoncent mal pour LREM, non, rien, l'art de la dérobade et de l'esbroufe en guise « *d'art d'être français* » !

Du blablabla, des mots pour ne rien dire, le personnage est creux et s'est défilé pour tout renvoyer au gouvernement, à des commissions, un flou pour le moins peu artistique. A défaut de répondre aux exigences des classes populaires, Macron brasse du vent, de la proportionnelle limitée qui ne profitera qu'au RN à la réduction du nombre de députés en passant par le référendum d'initiative partagé modifié, un conseil de la participation citoyenne de 250 membres pour la transition énergétique, une maison « France Services » dans chaque canton regroupant divers services publics...

Il annonce une baisse de 5 milliards de l'impôt sur le revenu, pour qui, comment, là encore le flou... Mais pas question de réintroduire l'ISF ni de supprimer ou même de baisser la TVA, l'impôt le plus injuste. La prime exceptionnelle de 1 000 € exonérée de toutes charges sociales et d'impôt versée aux salariés touchant jusqu'à 3 fois le Smic serait reconduite en 2019 et, au 1er janvier prochain, les retraites de moins de 2000 euros -mais calculées en fonction des revenus du ménage- seront réindexées. Le minimum des pensions de retraite serait porté à 1 000 euros,

mais pas question d'augmentation du Smic, des salaires, des pensions ou des minimas sociaux.

Gagner moins pour travailler... plus

Derrière cet écran de fumée, Macron dit clairement vouloir accélérer la politique que lui dictent ses amis Pinault et autres Arnault, les milliardaires du CAC40. L'idée est simple : « *Il faut travailler plus* ». Revenir sur les 35 heures, la suppression de jours fériés, repousser l'âge de la retraite au-delà de 62 ans, non, il préfère aider la logique de l'exploitation capitaliste et des rapports de force à faire leur œuvre. « *Ce sur quoi peut travailler le gouvernement avec le Parlement, c'est de regarder si on peut allonger la période de référence sans bouger l'âge légal pour avoir un système de décote qui incite à travailler davantage, mais sans forcer tout le monde* », pas forcer mais... contraindre... C'est le but de la réforme des retraites. C'est aussi celui de la réforme de l'assurance chômage en route : « *C'est un levier d'un retour à l'emploi et de lutte contre les injustices.* » La lutte contre le chômage c'est pour lui comme pour les patrons baisser les indemnités pour contraindre à accepter n'importe quel petit boulot pour n'importe quel salaire.

Il s'agit d'accentuer les mécanismes déjà à l'œuvre qui font que la part d'emplois temporaires et de CDD est de plus en plus élevée (16,9 %), avec une hausse forte des contrats de très courte durée. Le retour au plein emploi annoncé pour 2025 est un leurre pour faire passer l'aggravation des petits boulots et de la précarité.

A partir des acquis des gilets jaunes une politique pour les travailleurs

Macron répond aux gilets jaunes et aux travailleurs par de nouvelles agressions qui creuseront encore plus les inégalités en toute logique capitaliste, toujours plus de richesses concentrées entre quelques mains au détriment du plus grand nombre et, en premier lieu, des plus démunis. Il agit pour le compte de la petite minorité qui possède le capital contre la majorité qui est condamnée à lui vendre sa force de travail. Cette dernière n'a pas le choix que d'en

négozier le prix par la lutte dans l'objectif d'en finir avec ce rapport d'exploitation rétrograde et inhumain.

Pour éliminer le chômage il suffirait de partager et répartir le travail en garantissant des salaires dignes et de pouvoir partir en retraite dans des conditions décentes. De même, pour en finir avec les inégalités, il suffirait d'augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux, de répartir les richesses entre celles et ceux qui les produisent en en finissant avec la propriété parasite et avide du capital. La mise en œuvre de ces mesures simples constitue en fait une indispensable révolution pour enlever le pouvoir à la classe capitaliste.

Pour faire passer sa politique réactionnaire Macron voudrait nous diviser. En concurrence avec Le Pen il invoque « *un patriotisme ouvert* » tout en agitant la question de l'immigration en prônant le renforcement des frontières et en stigmatisant l'islam sous couvert de défense de la

laïcité... Et il prétend « *remettre l'humain et la justice au cœur du projet national* » !

Cynisme et imposture auxquelles les travailleurs, les femmes, les jeunes ne peuvent répondre qu'en unissant leurs forces pour construire la suite du mouvement des gilets jaunes, la seule réponse qu'appellent les agressions et l'hypocrisie de Macron. C'est en soi un premier succès que d'avoir acculé le pouvoir dans cette position ridicule et de l'avoir contraint à lâcher quelques concessions aussi minimes soient-elles comme de ne rien lâcher au bout de six mois de mobilisation. Il s'agit maintenant de prendre appui sur ce succès pour rassembler le monde du travail pour la défense de ses droits, développer une politique pour contraindre le pouvoir à de véritables reculs. La journée internationale des travailleurs, le 1er Mai, avant celle du 9 mai, en sera la prochaine occasion, derrière notre drapeau, le drapeau rouge.